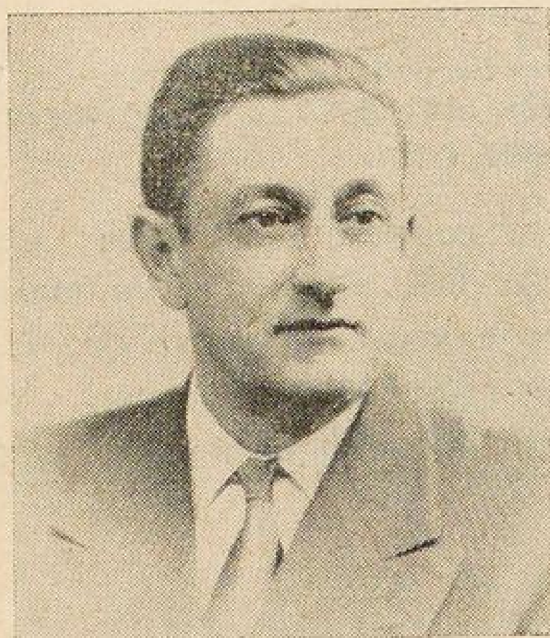


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

Candidature :

HENRI BRIFFOD

Conseiller Général - Député de la Haute-Savoie

Candidat du Parti Socialiste

Remplaçant éventuel :

PIERRE-EDMOND RIONDEL

Cultivateur et commerçant

Maire de Nangy

Citoyennes, Citoyens,

Le 23 Novembre, vous êtes appelés à élire un député à l'Assemblée Nationale, suivant un mode de scrutin que nous avons toujours réclamé et pour une circonscription électorale qui comprend cette unité géographique et économique que constitue l'ensemble de la vallée de l'Arve, à laquelle devra fatalement revenir la vallée du Giffre, qui fait aussi partie du Faucigny.

Ce scrutin va vous permettre de choisir un représentant qui sera ainsi libéré de la stricte discipline des partis, contre laquelle je me suis souvent rebellé. Il pourra travailler, sans nul doute, AVEC BEAUCOUP PLUS D'EFFICACITÉ, au développement de cette belle circonscription.

Vous me connaissez tous :

— **Faucignerand d'origine et de cœur**, je me suis fait par le travail une situation indépendante,

— **père de 4 enfants,** je connais les difficultés d'élever une famille et fais confiance à la Jeunesse,

— **ancien combattant, ancien prisonnier,** je n'ignore pas les problèmes des victimes de la guerre,

— **Président d'honneur des Combattants volontaires de la Résistance de Haute-Savoie,** Médaillé de la Résistance, mon patriotisme ne peut être mis en cause et je mesure les bienfaits de nos libertés démocratiques,

— **Président des Délégués cantonaux,** respectueux des opinions philosophiques ou religieuses, je pense que notre devoir est de faire éduquer nos enfants dans des locaux scolaires suffisants et modernes et de soutenir un corps enseignant d'élite,

— **Avocat-Conseil des Producteurs de lait, membre du Conseil d'administration de la Caisse de Crédit agricole,** je me rends parfaitement compte que nos exploitations familiales sont menacées de disparition si la production principale, le lait, n'est pas vendu à un prix rémunérateur. Il convient d'encourager l'agriculture, notamment par la création d'un label pour l'Emmenthal haut-savoyard, par l'octroi de crédits, par l'extension des lois sociales à l'agriculture et l'organisation des marchés. Il faut lui permettre de s'intégrer facilement dans le marché commun.

— **Député sortant, membre de la Commission de la Justice et de celle des Travaux publics, Transports et Tourisme,** je revendique mes responsabilités. Ma fidélité à l'égard des institutions républicaines n'a jamais pu être contestée. Elle a été sans défaillance.

Mon bulletin de vote n'a jamais provoqué de crise ministérielle, et ceux qui viendront se plaindre de l'instabilité gouvernementale ne doivent pas oublier que leur parti a délibérément bloqué le « système ».

J'ai toujours voté selon ma conscience, essayant d'interpréter la volonté de mes mandants.

On ne devient pas un parlementaire averti aussi facilement qu'on le croit. J'ai fait de mon mieux l'apprentissage d'une fonction difficile : il n'est pas de collectivité dont les projets m'aient laissé indifférent ; il n'est pas de cause particulière juste que je n'ai pas tenté de régler. Puisqu'on vous parlera beaucoup de tourisme, qu'il me soit permis de signaler à titre d'exemple deux résultats concrets : je m'étais engagé à faire aboutir le tunnel du Mont-Blanc ; joignant mes efforts à d'autres, j'ai obtenu du gouvernement Guy Mollet la reprise du projet, et du groupe socialiste un vote qui a emporté tous les autres. De même j'ai obtenu le classement de la ville d'Annemasse dont, avant la guerre, M. Fernand David s'était déjà occupé.

La loi électorale nouvelle impose un remplaçant éventuel.

La Fédération socialiste a choisi **Pierre-Edmond RIONDEL,**

ancien élève du Collège de Bonneville, cultivateur et commerçant, Maire de Nangy.

Nous avons voulu ainsi témoigner de l'intérêt que nous portons aux problèmes agricoles et aux difficultés du petit commerce. A ce sujet, il faut bien remarquer qu'un groupement éphémère, qui prétendait tout balayer, et qui s'est effondré sous le coup des intrigues et des discussions internes, a gâché une cause valable et qu'il nous faut reprendre : la défense professionnelle contre les tracasseries du fisc.

A l'heure où tant d'hommes politiques, à l'affût de « slogans » à défaut de programme, parlent de renouveau, de rajeunissement, nous affirmons que les solutions ne sont pas là. Nous ne voulons pas vous présenter un catalogue de promesses démagogiques, mais seulement vous rappeler les principes qui guident notre action :

Les institutions n'étaient pas parfaites, elles devaient tôt ou tard être révisées. L'œuvre de la 4e République est considérable mais il est vrai **qu'il devenait impossible de conserver des méthodes qui privaient le pays de gouvernement et les gouvernements d'autorité. La démocratie, ce n'est pas cela.**

La vie nationale vient de franchir une étape. Le pays a adopté une nouvelle constitution. Quoiqu'on ait pu en penser sur le plan technique et le vrai courage consistait à le dire, **elle est désormais la loi commune, amendable certes et perfectible.** Les institutions d'un Etat ne valent-elles pas ce que valent les hommes chargés de les appliquer ? Autour du berceau de la 5e République planent des dangers. Vous devez choisir des hommes aptes à y faire face. De votre vote dépend que cette République assure le progrès et la liberté et non le conservatisme social et un colonialisme périmé.

Dans l'immédiat, tout dépend de l'Algérie.

La crise algérienne est à l'origine de nos difficultés politiques et **sa prolongation est un danger** pour la vie de nos enfants, pour nos libertés, pour nos finances, notre économie, notre développement social et notre position internationale.

Toutes les réformes seront inopérantes si, dans le respect de la légalité républicaine, on ne restitue pas la prééminence aux civils, si les ultras ne sont pas réduits à l'impuissance, si les comités de salut public ne sont pas dissouts.

L'intégration est une chimère parce qu'elle nous imposerait des charges énormes et qu'elle ne correspond pas à la volonté sincère de la population, même de ceux qui s'en proclament les champions.

La guerre ne résoud rien ; **il ne pourra être de solution à ce dramatique problème autre que politique, c'est-à-dire, résultant de négociations avec les représentants qualifiés de la population sans aucune exclusive** et parmi eux, ceux avec qui nous nous battons.

Les tentatives libérales de règlement faites par le gouvernement du général de Gaulle doivent être poursuivies pour aboutir à la coexistence harmonieuse des deux communautés par la reconnaissance de la personnalité algérienne d'abord, par une association fraternelle ensuite entre la Métropole et l'Algérie dans un grand ensemble France-Afrique du Nord.

Dans la paix retrouvée, l'avenir du Pays et des masses laborieuses dépend :

— **d'une politique économique et sociale** judicieusement orientée vers le progrès social et le plein emploi par un grand effort de modernisation et d'équipement national (agriculture, artisanat, industrie, tourisme) qui doit avoir la priorité sur les investissements improductifs (crédits militaires) ceci pour éviter la récession économique qui menace, éloigner de la classe ouvrière les risques du chômage et permettre l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs.

Cet effort suppose un enseignement rénové réservant une plus large place au technique.

— **d'une répartition équitable du revenu national** assurant la sécurité du travail et de la vieillesse et une juste distribution des charges entre les citoyens. Elle suppose le maintien de la monnaie, la lutte contre l'inflation et une révision permanente des dépenses de l'Etat dont l'utilité apparaît secondaire.

La réforme fiscale tant souhaitée et dont l'expérience a montré qu'elle était difficile, doit être faite pour protéger le petit commerçant dont il n'est pas juste de faire un collecteur d'impôt, non pas en fonction des rendements fiscaux ou des facilités de recouvrement, mais en vue d'assurer une distribution judicieuse du revenu national. L'impôt indirect (patente, chiffre d'affaires) doit céder le pas à l'impôt direct.

— **d'une réforme administrative** dans le sens de la décentralisation et du respect des libertés locales.

— **d'une harmonieuse communauté entre la France et les territoires d'outre mer.**

— enfin et surtout **de la paix internationale garantie par le désarmement général simultané et contrôlé.**

Comme français qui ne désirent être tributaires ni des Russes ni des Américains, nous croyons à la coexistence pacifique de systèmes différents qui seule épargnera à l'humanité une guerre thermo-nucléaire entraînant dans les premières 24 heures plus de 10 millions de morts.

Pour atteindre ces objectifs et assurer la prospérité du Faucigny : Tous les Républicains doivent se regrouper autour du candidat du parti socialiste et voter utile.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !
VIVE LA FRANCE !

Henri Briffod.